



Mars 2022
Bureau
Bamako

Revue de presse du Mali

15.03. – 30.03.2022

Bienvenue sur la revue de presse bi-hebdomadaire de Konrad-Adenauer-Stiftung sur le Mali

La revue de presse bi-hebdomadaire a pour but d'explorer et de vous tenir informé sur la situation au Mali et sur des questions sélectionnées relatives à la politique, à l'économie et à l'insécurité.

Contenu

Embargo sur le Mali: Déjà deux mois sous sanctions

Bref rappel des sanctions

L'inflation sur les produits de consommation

Les opérations de transit et de transfert d'argent

Deux MOIS APRES

Bref rappel des sanctions

Les sanctions de la CEDEAO contre le Mali portent notamment sur la fermeture des frontières entre le Mali et les États membres de l'organisation, le gel des avoirs maliens au sein de la Banque centrale des États d'Afrique de l'Ouest (BCEAO), la suspension du Mali de toute aide financière des institutions financières de la CEDEAO mais aussi la suspension des transactions avec Bamako, à l'exception des produits médicaux et des produits de première nécessité. La CEDEAO a également décidé de retirer les ambassadeurs de tous les pays membres du Mali.

Depuis les sanctions adoptées par la Cédéao le 9 janvier 2022 à l'encontre du Mali et des autorités de la Transition, malienne après un mois sous embargo, les indicateurs ne sont pas encore au rouge, mais les effets se font ressentir sur plusieurs secteurs d'activités et de consommations à Bamako et dans les régions. Les populations tant bien que mal à se débrouiller. Elles espèrent un retour à la normale. L'objectif de la CEDEAO et de l'UEMOA est que les mesures édictées obligent les autorités dites de transition à soumettre un calendrier acceptable de retour des civils au pouvoir. Le Mali, dépourvu d'accès à la mer, importe 70 % des denrées consommées quotidiennement par ses habitants, selon l'ONU Et le lien aujourd'hui restreint avec le Sénégal (plus de 20 % des importations maliennes proviennent du Sénégal et 80 % de son fret passe par Dakar) ou la Côte d'Ivoire est vital. Seuls trois pays frontaliers sur sept ont maintenu leurs frontières ouvertes, la Mauritanie, l'Algérie et la Guinée. Ces trois pays qui ne sont pas membres de l'UMOA ne partagent pas la monnaie commune qu'est le CFA.

L'inflation ressentie par la population

Le gouvernement a récemment plafonné les prix des produits de base tels que le riz, l'huile végétale, le sucre... mais malgré cela, des signes et témoignages de consommateurs indiquent que les prix à la consommation ont bel et bien augmenté. Certains maliens affirment que ce sont des effets qui datent d'avant la mise en place des sanctions de la CEDEAO. L'effet des sanctions ouest-africaines semble moins flagrant pour le moment sur le quotidien des quelque 20 millions de maliens.

Au sein d'une population éprouvée par dix ans de conflit et de crise économique, on parle de plus en plus d'une augmentation des prix de produits aussi essentiels que le sucre, l'huile et le gaz qui connaît une grande flambée de prix...Cependant les matériaux de construction, divers produits industriels se font assez rares. Ce qui fait ralentir à titre d'exemple le secteur des travaux de construction.

QUELQUES REGIONS TOUCHEES

#Kayes

Les opérations de transit et de transfert d'argent difficiles comme partout sur l'ensemble du territoire.

Les sanctions économiques ont impacté certaines activités dont celle des opérateurs de transfert d'argent et des opérateurs de transit de marchandises qui se plaignent beaucoup. Ils affirment rencontrer de nombreuses difficultés dans leurs activités. Ils appellent les autorités de la transition à trouver un compromis avec l'organisation sous régionale pour une sortie de crise rapide. Ali Cissé du Studio Tamani, rapporte les propos de plusieurs opérateurs. Actuellement à #Kayes, les opérations de transfert d'argent ne sont plus possible, notamment à travers Western Union et MoneyGram. Au début des sanctions, les transferts se faisaient normalement, mais en ce moment, il n'est plus possible de transférer de l'argent via Western vers la Côte d'Ivoire, au Sénégal et même en Guinée.

Pour les transitaires, l'impact de l'embargo sur le Mali a été immédiat. Selon eux, ils ont été les premiers touchés par ces mesures compte tenu de leurs avoirs qui sont liés à l'entrée et à la sortie des marchandises du pays. A partir du moment où les frontières ont été fermées, ce pan de l'économie aussi a été muselé.²

#Sikasso

Pour pallier au manque de transfert monétaire, les populations ont adopté un moyen de transfert d'argent informel basée sur la confiance. Celui-ci se fait de main à main au sein d'un réseau d'interlocuteurs des deux côtés de la frontière que ce soit avec la Côte d'Ivoire ou avec le Burkina Faso. Ce genre de transfert comporte toujours des risques.

Notes

² Source studio Tamani, édition matinale du 11-02-2022

Kadiolo et Koulikoro

Les habitants dénoncent la hausse du prix du maïs

Les consommateurs du cercle de Kadiolo s'inquiètent de l'augmentation du prix de certains produits dans la ville. Selon les consommateurs, le sac de 100 kg de maïs est cédé, aujourd'hui, à plus de 20 mille de FCFA contre 16 mille FCFA, il y a quelques mois. Une première dans le cercle depuis une décennie. Il y a juste une semaine, le kilogramme du petit mil était à 350 FCFA contre 250 FCFA. A Koulikoro également, le kilogramme du maïs est vendu, cette semaine, entre 300 et 350 FCFA par endroit contre 275 FCFA la semaine dernière. Les revendeurs imputent cette hausse aux sanctions de la CEDEAO contre le Mali.

Ségou

Les commerçants se plaignent du manque d'ambiance au grand marché. Les clients se font de plus en plus rares à cause de la crise économique et les prix des denrées ont connu une hausse. Les commerçants qui se ravitaillent en côte d'Ivoire et au Togo en Fruit tel que les ananas, avocats, bananes, etc. ont du mal à acheminer leurs marchandises et craignent la faillite si cela perdure. D'autres vendeurs expliquent la surenchères des produits à cause du fait que leur prix ont flambé à l'approvisionnement et que cela se ressent sur le commerce au détail².

CONCLUSION : Conclusion

Selon l'ISS Loin de fragiliser l'assise populaire du gouvernement de transition, les sanctions ont au contraire suscité une levée de bouclier au sein de l'opinion malienne, rassemblée en «union sacrée» autour d'un gouvernement qu'il est devenu difficile de critiquer sans passer pour anti-patriotique. Si elle présente des risques importants pour le Mali, qui pourrait faire face à une crise inflationniste et de liquidités, la stratégie du bras de fer pourrait néanmoins se retourner contre la CEDEAO, déjà fragilisée auprès des opinions nationale et régionale.

Sur le plan national, l'organisation a acquis, en raison de l'usage répété des sanctions, l'image d'un censeur plutôt que celle d'un partenaire, ce qui sape sa légitimité. Beaucoup ont oublié le rôle central qu'elle a joué dans l'assistance aux forces armées maliennes dès 2013. Les pays de la région avaient alors massivement participé à la Mission internationale de soutien au Mali sous conduite africaine (MISMA). Ils continuent de jouer un rôle essentiel au sein de la MINUSMA, la mission onusienne de stabilisation qui a succédé à la MISMA.

Notes:

² Un reportage du journal Nouvelle Horizon, parution du vendredi 11 février 2022

² Institut d'Etudes de Sécurité Au-delà des sanctions de la CEDEAO, quelle sortie de crise pour le Mali ? - ISS Africa

Konrad-Adenauer-Stiftung e. V.

Ulf Laessing, Directeur régional programme Sahel basé à Bamako

Aminata Traore, Assitante de Programme / rédactrice en chef de la revue de presse

Bureau du programme Régional Sahel / Bamako

www.kas.de/Sahel

<https://twitter.com/RegionalSahel>

www.facebook.com/profile.php?id=100078030371507



Aminata.traore@kas.de

Badalabougou - Est

Bamako/Mali

B.P. E 1247

Téléphone:

+223-20.23.00.36

Info.bamako@kas.de

www.kas.de/sahel

www.kas.de